

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
PAR LE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa (Ontario)
Les 9 et 10 juin 2010

Conseillers et confrères,

Encore une fois, nous avons eu une excellente saison de congrès. C'est toujours un plaisir et un privilège de rencontrer des militants de toutes les régions du pays et de participer aux débats et à l'élaboration de plans d'action pour l'année qui vient. Cette année, bien sûr, les débats sont particulièrement pointus, car le climat des négociations est parmi les plus difficiles qu'aient jamais connu les membres du SCFP. Partout au pays, les gouvernements provinciaux sont déterminés à réduire les déficits sur le dos des travailleurs du secteur public, en imposant des restrictions salariales et des compressions dans les programmes. Pourtant, au cours de la première moitié de 2010, le SCFP n'a connu aucune grève, ce qui est remarquable, compte tenu du climat. Mais la réalité des négociations commence à paraître dans nos revenus.

En décembre, je vous avais signalé que le climat économique de 2009 et de 2010 commencerait à se faire sentir sur nos revenus en 2010. Nous avons tenu compte de cette situation dans les prévisions que nous avons préparées pour le budget de 2010. Nous pensions continuer à obtenir des hausses salariales pour nos membres, mais à un rythme plus lent. Les résultats du premier trimestre montrent que les salaires augmentent toujours dans l'ensemble, mais les négociations prennent beaucoup plus de temps. Dans beaucoup de régions, bon nombre de nos membres ont connu des négociations prolongées. En conséquence, notre rendement en matière de revenus pour le premier trimestre de 2010 est inférieur à nos prévisions budgétaires. Cela pourrait marquer le début d'un ralentissement de la croissance salariale.

Notre budget de 2010 prévoyait que nous terminerions le premier trimestre avec un déficit de 1,6 million de dollars. Mais nous avons fermé les livres le 31 mars avec un léger surplus de 21 000 \$. Toutefois, si nos revenus étaient inférieurs au budget de 958 000 \$, nos dépenses l'étaient aussi, de 2,6 millions de dollars, en grande partie pour une question de temps dans l'allocation des postes du renforcement des divisions, de la lutte contre la privatisation et des dépenses électorales qui comptent pour près de 1 million de dollars. Chacun de ces postes budgétaires sera entièrement dépensé plus tard dans l'année.

En même temps, les salaires sont inférieurs au budget, en partie parce que moins de congés de maladie que prévu ont été utilisés et parce que les postes vacants n'ont pas tous été pourvus au cours des trois premiers mois de l'exercice.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 MARS 2010

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 mars 2010 se situait à 114,4 millions de dollars, comparativement à 112,9 millions de dollars au 31 décembre 2009. Le solde bancaire au 31 mars 2010 était de 10,5 millions de dollars comparativement à 6,1 millions de dollars au 31 décembre 2009. La collecte de la capitation a été solide au premier trimestre, ce qui a contribué à l'importante augmentation du solde bancaire. L'investissement destiné aux avantages sociaux futurs a augmenté de 5,9 millions de dollars par rapport à l'année dernière, car nous continuons à suivre notre feuille de route et d'épargner pour cette importante obligation. Les placements immobiliers ont un peu ralenti au cours du premier trimestre de 2010 avec l'achèvement du nouveau bureau régional des Maritimes à Fredericton et du nouveau bureau de Saint-Jean. L'investissement dans le nouveau logiciel du système d'information des ressources humaines se poursuit. Le projet avance bien et devrait être terminé à la fin de 2010.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 71,1 millions de dollars au 31 mars 2010, comparativement à 70,3 millions de dollars au 31 décembre 2009.

Passif non capitalisé

Dans le budget de 2010, nous avons approuvé une hausse de la provision annuelle pour le passif des avantages sociaux futurs. En effet, nous souhaitons pouvoir inscrire complètement ce passif à de notre bilan. Selon les états financiers vérifiés du 31 décembre 2009, il y a toujours un écart de 150 millions de dollars entre le passif réel et ce que nous avons inscrit dans ces états financiers. Cela dit, nous sommes fiers d'avoir fait des progrès et d'avoir pu éliminer 4 millions de dollars de plus de ce passif au cours de la dernière année. Le passif inscrit s'établissait à 34,9 millions de dollars au 31 mars 2009, comparativement à 38,9 millions de dollars au 31 mars 2010.

Le solde de la Caisse au 31 mars 2010 se situait à 43,2 millions de dollars, comparativement à 42,6 millions de dollars au 31 décembre, 2009. De ce montant, 6 millions de dollars sont consacrés à des fonds à usage spécifique (Caisse de participation aux congrès, Fonds de riposte, Fonds de lutte contre la privatisation et Fonds pour les édifices régionaux) et 34,6 millions de dollars sont investis dans des immobilisations.

Le surplus d'exploitation (après la provision du Fonds des édifices régionaux) pour le premier trimestre de 2010 s'élève à 21 000 \$, ce qui donne lieu à des revenus plus faibles que prévu pour le trimestre, contrebalancés par des dépenses aussi considérablement inférieures au budget.

Les revenus sont inférieurs au budget de 958 000 \$. Notre analyse initiale indique que les revenus sont moins élevés que prévu à cause de plusieurs importantes négociations prolongées. Les hausses salariales, toutefois, sont assez conformes à nos prévisions.

En même temps, les dépenses totales pour la période étaient inférieures au budget de 2,6 millions de dollars (6,3 %), ce qui dépend en partie du moment de l'année où elles sont engagées et, pour l'instant, nous ne prévoyons pas qu'elles resteront inférieures au budget à mesure que l'année avancera.

Voici quelques écarts significatifs dans les dépenses :

1. Les salaires et avantages sociaux étaient **inférieurs au budget** de 1,2 million de dollars.
2. Les dépenses consacrées au renforcement des divisions provinciales étaient **inférieures au budget** de 679 000 \$, ce qui est dû tout simplement à un écart entre le moment où les dépenses sont budgétées et celui où les paiements sont faits.
3. Les dépenses consacrées à la lutte contre la privatisation étaient **inférieures au budget** pour le trimestre, à hauteur de 429 000 \$. En plus du budget de 2010 de 2,5 millions de dollars, il nous reste 253 000 \$ des années précédentes à dépenser.
4. Les dépenses électorales étaient **inférieures au budget** de 152 000 \$.

Caisse nationale de défense

L'actif total de la Caisse nationale de défense s'élevait, au 31 mars 2010, à 7,2 millions de dollars, un montant presque identique à celui du 31 décembre 2009. Le passif s'établissait à 5,5 millions de dollars, ce qui laisse un solde pour la Caisse de 1,8 million de dollars.

Les programmes à frais partagés approuvés par le Conseil exécutif national en mars totalisaient 937 000 \$, c'est-à-dire 40 % du montant du budget annuel de 2,3 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de financement s'élevaient à 589 000 \$, pendant que celles des initiatives nationales en matière de stratégie étaient à 356 000 \$. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives régionales en matière de stratégie, elles s'établissaient à 96 000 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 31 mars 2010 s'élevait à 34 millions de dollars, comparativement à 30,7 millions de dollars au 31 décembre 2009. Cet actif était formé de 3,4 millions de dollars en liquidités, de 1,6 million de dollars en capitation à recevoir et de 29 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 331 000 \$ et un compte créditeur de 44 000 \$ à la Caisse de défense. Ainsi, au 31 mars 2010, le solde de la Caisse s'établissait à 33,6 millions de dollars, comparativement à 30,4 millions de dollars au 31 décembre 2009.

Les revenus de la Caisse de retraite, incluant les revenus de placement, étaient de 3 millions de dollars. Quant aux dépenses, elles étaient en position de recouvrement de 157 000 \$, ce qui donne lieu à un surplus pour le trimestre de 3,2 millions de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Il n'y a eu ni grève, ni lock-out au SCFP depuis mon dernier rapport si ce n'est que la grève d'une journée des cols blancs de l'arrondissement de Pointe-Claire, Montréal (Québec) représentés par la section locale 429. Cela dit, de nombreuses sections locales ont eu des négociations très difficiles, étant donné la situation économique, et beaucoup de rondes de négociations se sont prolongées indéfiniment, comme nous le mentionnions ci-dessus dans notre analyse des revenus.

RETARDS DANS LA CAPITATION

Les paiements de capitation en souffrance pour mars 2010 s'élevaient, au 17 mai, à 5 838 035 \$, une diminution de 39 007 \$, ou 0,66 %, par rapport à février 2010.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Le Service de la technologie poursuit son travail sur l'amélioration du réseau national de manière à y inclure tous les bureaux et tous les usagers. L'installation et la configuration du réseau et du matériel pour ce projet sont terminées et le nouveau réseau est en train d'être mis à l'essai. Une fois l'essai terminé, nous transférerons les opérations au nouveau réseau. L'expansion est une étape importante dans l'accessibilité des membres de notre personnel à l'ensemble de nos applications et services technologiques, peu importe où ils se trouvent.

Nous installons également de nouveaux systèmes téléphoniques dans plusieurs bureaux du SCFP en rénovation, de même qu'un système de vidéoconférence au bureau régional de la Colombie-Britannique.

La mise en œuvre du système d'information des ressources humaines se poursuit avec l'essai des différentes composantes. En parallèle, le Service de la technologie apporte des modifications à tous les systèmes reliés aux RH en préparation du nouveau système qui entre en production. Ce projet est une collaboration entre les RH, la comptabilité, la technologie et notre fournisseur Avanti. Nous sommes aussi en train de remettre à niveau le système d'information sur les sections locales (SISL) afin de le rendre conforme au système de capitation récemment terminé et au SICC, et de le relier à son système compagnon (Maurice) au Québec. Entre autres grandes initiatives entreprises cette année, il y a eu la mise à jour et l'agrandissement du site Web du SCFP et la construction d'un site Intranet pour les employés.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

Les rénovations intérieures du nouveau bureau régional de l'Atlantique à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, doivent commencer au début de juin. Les documents d'appels d'offres ont été distribués aux sous-métiers et nous prévoyons être en mesure d'occuper les locaux en septembre.

Une motion sera présentée à cette réunion du Conseil afin de conclure le prêt hypothécaire pour la rénovation du bureau régional de l'Atlantique. Montrose Mortgage Corporation Ltd. a proposé les conditions et taux d'intérêt les meilleurs parmi les prêteurs sondés (BMO, First National, Manulife, BNS, Caisse d'Économie et Montrose). À court terme, l'argent du Fonds pour les édifices régionaux servira à payer les coûts de construction intérieure de 1,8 million de dollars.

À Toronto, nous avons soumis une offre de location avec option d'achat pour une propriété située sur Commerce Valley Drive, à Markham. Une évaluation plus détaillée de l'édifice et une estimation des coûts de mise à niveau et de rénovation seront entreprises pendant la période de diligence raisonnable, une fois l'offre acceptée. Une motion sera présentée à cette réunion du Conseil pour compléter la transaction.

La transaction d'achat pour l'édifice de Brandon, au Manitoba, qui loge notre bureau, s'est close comme prévu le 30 avril 2010.

À Sept-Îles, l'AIFTQ a acheté tout le deuxième étage d'un édifice existant qui sera rénové et qui logera plusieurs syndicats. Le SCFP sera l'un des participants au projet, avec l'acquisition d'environ 239 pieds carrés dans l'édifice en location-achat. L'occupation est prévue pour août 2010. Une motion sera présentée à la réunion du Conseil pour conclure la transaction.

Baux

Le bureau de Dalhousie au Nouveau-Brunswick déménagera dans des locaux appartenant à la Ville de Dalhousie à la fin de juin. Le bureau de Bathurst au

Nouveau-Brunswick occupera de nouveaux locaux à Beresford, au Nouveau-Brunswick, en décembre 2010, à l'échéance du bail actuel. Les deux nouveaux bureaux seront universellement accessibles et offriront de spacieuses salles de conférence pour permettre à nos membres de se réunir.

Nous avons pris possession des nouveaux locaux loués à Windsor, en Ontario, le 1^{er} mai 2010. L'espace sera rénové selon nos besoins, et la fin des améliorations locatives et l'occupation coïncideront avec la fin du bail des locaux actuels (31 août 2010).

Le bureau de Hamilton en Ontario déménagera dans des locaux plus spacieux dans un nouvel édifice du centre-ville de Hamilton au début de novembre 2010. Les rénovations intérieures commenceront au début de juillet.

À Grande Prairie, en Alberta, nous avons présenté une offre de renouvellement du bail actuel pour trois autres années, à compter du 1^{er} septembre 2010.

Nous continuons à explorer des occasions de renouvellement de baux ou de déménagement pour les bureaux suivants : Thunder Bay (20 février 2011), London (31 mai 2011), Sault Ste-Marie (31 mai 2011) et Sudbury (30 juin 2011), en Ontario; Red Deer, en Alberta (bail après terme); Kelowna (échéance le 30 septembre 2010) et Terrace (31 juillet 2011), en Colombie-Britannique.

CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES

Les prochains congrès nationaux auront lieu à Vancouver, en Colombie-Britannique, en 2011, puis à Québec, au Québec en 2013. Les contrats sont en place pour les deux événements et nous sommes en consultation pour le congrès de 2015.

La planification de la rencontre nationale du secteur de la santé, qui aura lieu en octobre 2010, à Victoria, en Colombie-Britannique, est en cours, et le Centre Sheraton de Toronto a été réservé pour la rencontre nationale du secteur municipal, en février 2011.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Le personnel du développement syndical a offert de nombreux ateliers et sessions de formation au printemps, auxquels ont participé un grand nombre de militants et de membres du personnel de tout le pays. Le printemps est une période occupée pour les cours d'une semaine dans toutes les régions et la participation y est élevée.

L'année des délégués syndicaux

Il y a beaucoup à dire six mois après le début de l'Année des délégués syndicaux. Voici quelques faits saillants :

- Des activités et des événements ont été organisés à chaque congrès de division.
- Une bannière *Délégués syndicaux en action* a été conçue et produite.
- Une affiche *2010 L'Année des délégués syndicaux* a été postée dans le cadre d'un envoi général et plus de 1 000 affiches additionnelles ont été commandées par la suite.
- L'épinglette des délégués syndicaux a été conçue et produite, et plus de 1 700 ont été vendues jusqu'à maintenant.
- Les modules suivants de la *Série d'apprentissage pour les délégués syndicaux* ont été rédigés et mis à l'essai aux cours régionaux d'une semaine :
 - Règlement de griefs
 - Quel est notre devoir?
 - Créer un lieu de travail adapté
 - Mesures disciplinaires et congédiements
 - Représentation des membres auprès de la direction
 - Être l'allié de l'égalité
 - S'opposer au racisme au travail
 - Apprendre à connaître les Premières Nations
 - Délégués syndicaux et personnes handicapées
 - Créer l'égalité hommes-femmes
 - Faire valoir votre cause
 - Résolution de conflits 101
 - Médiation de conflits entre membres
- Après une rencontre avec le groupe de référence et d'autres consultations, nous achevons la première version du nouveau manuel des délégués syndicaux.
- Le nouvel atelier *Introduction au travail de délégué syndical* est à l'essai.

Collège canadien des travailleurs de 2010

La deuxième session du Collège canadien des travailleurs de 2010 a eu lieu du 3 au 15 mai, à l'École des TCA de Port Elgin, en Ontario. Treize étudiants ont terminé leurs projets intersession et le Collège est en train de les publier. Une cérémonie de remise des diplômes a eu lieu le vendredi 14 mai.

Membres-animateurs

L'Ontario et les Maritimes prévoient tenir des sessions de formation à l'intention des membres-animateurs à l'automne. La réponse à l'appel d'inscriptions en Ontario a été extraordinaire et la région des Maritimes émettra son appel sous peu.

Autres activités

Le personnel du développement syndical a aidé à produire des ateliers pour la rencontre de tous les comités qui a eu lieu à Montréal en mars. Nous collaborons aussi avec d'autres directions et services à la planification de la rencontre nationale du secteur de la santé, prévue en novembre, et de la rencontre nationale du secteur municipal, qui aura lieu en février prochain.

Le personnel du développement syndical a animé des sessions de planification stratégique destinées à la direction et au personnel de la Nouvelle-Écosse afin d'étudier les moyens à prendre pour collaborer avec le gouvernement néo-démocrate de la province, en plus d'animer un groupe de réflexion sur l'action politique avec le personnel de chaque région.

Notre nouvel atelier *Communiquer avec confiance – un atelier pour les femmes*, offert dans la région de l'Atlantique, a suscité des commentaires très positifs.

Je tiens à remercier la consœur Josey Finley, directrice générale du développement syndical, qui prend sa retraite. Cette réunion du Conseil exécutif national sera la dernière de la consœur Josey, après 25 années de service à plusieurs titres – secrétaire, conseillère syndicale, conseillère et agente à l'éducation et, enfin, directrice de notre Direction du développement syndical depuis la dernière année.

L'engagement de Josey à l'égard de l'éducation syndicale et des membres du SCFP a permis au syndicat de réaliser d'immenses progrès. Son leadership a donné lieu à de nombreuses améliorations et innovations, dont la moindre n'est pas la mise en œuvre de l'Année des délégués syndicaux en 2010, une idée qu'elle a proposée.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

À la réunion du Comité mixte de fiducie de mars 2010, l'expert-conseil du régime a présenté les résultats du rendement des placements de la caisse de retraite du SCFP pour l'exercice 2009. Pendant la majeure partie de 2009, le rendement des placements de la caisse de retraite a dépassé tant l'indice de référence que le résultat moyen des caisses de retraite au Canada. La caisse a terminé l'année avec un taux de rendement brut de 19,20 %. Bien que le rendement ait été important pour 2009, les fiduciaires doivent continuer de surveiller le ratio de solvabilité du régime, qui était inférieur à 100 % au 1^{er} mai 2010.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les retraités participant au Régime de retraite des employés du SCFP reçoivent une hausse de leurs rentes mensuelles de 0,066 % de l'indice des prix à la consommation (IPC), ce qui représente 50 % de l'IPC. L'augmentation sera payable en juin 2010, rétroactivement au 1^{er} janvier 2010.

Les vérificateurs du Régime de retraite des employés du SCFP ont terminé la vérification de la caisse de retraite et les états financiers de 2009 seront présentés aux fiduciaires à la réunion de juin pour approbation. Les rapports seront affichés sur le site Web du Régime de retraite des employés du SCFP – www.rres.ca.

Le rapport aux membres de 2009 est presque terminé et sera affiché sur le site Web du RRES cet été.

Décès

C'est avec tristesse que nous soulignons le décès des personnes suivantes :

M^{me} Chantal Decelles, conjointe de Jean-Pierre Cabana – 6 mars 2010
La consœur Darlene Doiron, bureau régional de la C.-B. – 2 mai 2010
M. Larry Albert Lockwood, conjoint de la retraitée Sharon Lockwood – 11 mai 2010
Le confrère George Cole, retraité – 6 juin 2010

Retraites

La consœur Shannon McManus, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} juin 2010
Le confrère Raymond Léger, bureau régional des Maritimes – 1^{er} juillet 2010
Le confrère Neil Bradbury, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} juillet 2010
La consœur Laurie Hitchens, bureau de Yarmouth – 1^{er} août 2010
La consœur Monique Bélair, bureau national – 1^{er} août 2010
La consœur Nancy Matthias, bureau national – 1^{er} août 2010
Le confrère Malcolm Matheson, bureau régional de la Saskatchewan – 1^{er} octobre 2010
La consœur Doreen Meyer, bureau national – 1^{er} janvier 2011
La consœur Josey Finley, bureau national – 1^{er} février 2011
La consœur Lise Gray, bureau national – 1^{er} février 2011

CONCLUSION

Comme je l'ai souligné au début de mon rapport, la saison des congrès a été excellente – très remplie, comme toujours. Mais cette année a été encore plus intense, puisque je me suis rendu en plus en Haïti comme membre d'une délégation de l'Internationale des services publics pour aider les consœurs et confrères de notre syndicat affilié d'Haïti, la Confédération des travailleurs des secteurs public et privé (CTSP), qui veulent construire un meilleur pays.

Vous savez qu'un tremblement de terre dévastateur a frappé Haïti le 12 janvier de cette année. Le SCFP a rapidement offert une aide financière de 100 000 \$ au pays victime du désastre. Des pays, des organisations de services publics et des individus

ont tous offert un immense appui financier à Haïti – et je suis certain que vous-mêmes avez puisé dans vos portefeuilles pour faire votre part.

Hélas, les décisions concernant l'utilisation de l'argent d'aide et les priorités de reconstruction ne sont pas prises par les Haïtiens eux-mêmes, des travailleurs comme vous et moi, parce que le gouvernement, sans le soutien d'un secteur public solide, est incapable de faire face à l'énormité de la tâche.

Vous pouvez imaginer qu'à l'heure actuelle, la pression est immense en Haïti pour remettre le redéveloppement entre les mains du secteur privé. À notre avis, ce sont les Haïtiens eux-mêmes qui sont les mieux placés pour prendre ces décisions et qui doivent diriger leur propre reconstruction. Nous pensons que nous devons les aider à construire leur secteur public et contribuer à édifier leurs capacités à cet égard. Et c'est pour ces raisons qu'il est si important que nous offrions aux travailleurs haïtiens tout l'appui et toute la solidarité dont nous sommes capables.

Le SCFP est en bonne position pour ce faire. Même si nos revenus ont baissé au dernier trimestre, nous avons consolidé la structure de nos finances en augmentant nos actifs et en contrôlant nos dépenses, ce qui protège nos fonds de campagne et nous assure de vivre selon nos moyens. Là-dessus, je vous souhaite un très bel été.

Respectueusement soumis,

Le secrétaire-trésorier national,

CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sepb 491